Séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Bernard, tenue le 6 avril 2020, à 20 h, sous la présidence de M. André Gagnon, maire.

59-04-2020

TENUE DE LA SÉANCE À HUIS CLOS PAR VOIE DE VISIOCONFÉRENCE :

Le conseil de la Municipalité de Saint-Bernard siège en séance ordinaire ce 6 avril 2020 par voie de visioconférence.

Sont présents à cette visioconférence: M. André Gagnon, M. Francis Gagné, M. Jocelyn Gagné, M. Raymond St-Onge, Mme Sonia Tremblay, Mme Ginette Camiré et M. Jacques Lirette. Chacune de ces personnes s'est identifiée individuellement.

Assiste également à la séance, par visioconférence, Marie-Eve Parent directrice générale et secrétaire-trésorière.

Considérant le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours;

Considérant le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020 qui prolonge cet état d'urgence pour une période additionnelle de dix jours, soit jusqu'au 29 mars 2020;

Considérant l'arrêté 2020-004 de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui permet au conseil de siéger à huis clos et qui autorise les membres à prendre part, délibérer et voter à une séance par tout moyen de communication;

Considérant qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du conseil et les officiers municipaux soient autorisés à y être présents et à prendre part, délibérer et voter à la séance par voie de visioconférence;

En conséquence, il est proposé par M. Jacques Lirette, appuyé par Mme Sonia Tremblay et résolu unanimement :

Que le conseil accepte que la présente séance soit tenue à huis clos et que les membres du conseil et les officiers municipaux puissent y participer par voie de visioconférence.

60-04-2020

ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR :

Proposé par Mme Ginette Camiré,
Appuyé par M. Francis Gagné,
Et résolu à l'unanimité que l'ordre du jour soit accepté tel que déposé en gardant le point « varia » ouvert.

61-04-2020

ACCEPTATION DES PROCÈS-VERBAUX :

Proposé par Mme Ginette Camiré,
Appuyé par M. Raymond St-Onge,
Et résolu à l'unanimité que les procès-verbaux de la séance ordinaire du 2 mars 2020 et des séances extraordinaires du 19 février 2020 et 25 février 2020 soient approuvés avec dispense de lecture.

62-04-2020

ACCEPTATION DES COMPTES :

Proposé par M. Jocelyn Gagné,
Appuyé par Mme Sonia Tremblay,
Et résolu que les comptes suivants soient acceptés et

payés :

Chèques de C2000052 à C2000062	16 668.36 \$
Paiements Internet L2000166 à L2000223	121 532.71 \$
Carte de crédit VISA V2020010 à V2020021	2 892.22 \$
Pour un grand total de :	141 093.29 \$

63-04-2020

DÉMISSION DE 2 POMPIERS DU SERVICE INCENDIE :

Il est proposé par M. Raymond St-Onge,
Appuyé par Mme Ginette Camiré,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal accepte les démissions de 2 pompiers du Service incendie, soient M. Maxim Kennedy et de M. Sébastien Fortin.

64-04-2020

OCTROI D'UN CONTRAT POUR LA CONSTRUCTION D'UNE USINE DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE (APPEL D'OFFRES RÉFÉRENCE TÉTRA TECH QI INC. 39646TT) :

Considérant le processus d'appel d'offres initié par la Municipalité pour l'octroi d'un contrat pour la construction d'une usine de traitement de l'eau potable;

Considérant que les soumissions devaient être déposées au plus tard le 10 février 2020 à 10h00 et que 7 offres ont été reçues;

Considérant que ces soumissions ont été analysées par la firme d'ingénieurs Tétra Tech QI Inc. et que celle-ci recommande que le contrat soit accordé à l'entreprise ayant déposé la soumission la plus basse conforme aux documents d'appel d'offres, soit à Les Constructions de l'Amiante Inc.;

Considérant la lettre en date du 12 mars 2020 provenant du Ministère des affaires municipales et de l'Habitation confirmant que le projet de mise aux normes des installations de production de l'eau potable est admissible à une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.2 du Programme d'infrastructures municipales d'eau;

Considérant l'entrée en vigueur, le 2 mars 2020 du Règlement no. 304-2020 décrétant des travaux pour la construction d'une usine d'eau potable, ledit Règlement ayant été approuvé le 3 avril 2020 par le ministère des Affaires municipales pour un montant maximal de 4 896 000 \$ et qu'un avis de promulgation a été publié le 6 avril 2020;

En conséquence, il est proposé par M. Jacques Lirette, appuyé par M. Jocelyn Gagné et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal accorde le contrat pour la réalisation des travaux de construction d'une usine de traitement de l'eau potable à Les Constructions de l'Amiante Inc. à l'égard de l'option no. 2, au prix de 4 248 492.96 \$, taxes incluses, conformément aux documents d'appels d'offres et à la soumission de Les Constructions de l'Amiante Inc. (option 2);

Qu'une copie de la présente résolution soit transmise à Les Constructions de l'Amiante Inc.;

Que les montants utiles à cette dépense soient puisés à même les sommes prévues au règlement d'emprunt no. 304-2020;

Que le maire et la directrice générale et secrétaire-trésorière soient autorisés à signer tout document utile aux fins d'assurer le suivi de la présente résolution.

65-04-2020

OCTROI DE LA DEUXIÈME PARTIE D'UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS (SURVEILLANCE DES TRAVAUX) – MISE AUX NORMES ET TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE (APPEL D'OFFRES NO. 2019-01) :

Considérant le processus d'appel d'offres initié par la Municipalité pour l'octroi d'un contrat de services professionnels en ingénierie dans le cadre de son projet de mise aux normes de l'eau potable (appel d'offres no. 2019-01);

Considérant que la firme Tetra Tech QI Inc. a obtenu le meilleur pointage dans le cadre de cet appel d'offres;

Considérant la résolution adoptée le 1^{er} avril 2019 (no. 60-04-2019) accordant à Tetra Tech QI Inc. le contrat pour la réalisation des items 1 à 6, tels qu'identifiés à l'offre de prix (annexe 4 des documents d'appel d'offres), soit, plus particulièrement, la réalisation des plans et devis;

Considérant que cette résolution faisait également état que quant aux autres items (7 à 13), ils ne pourraient être exécutés que sur autorisation de la Municipalité et uniquement lorsque cette dernière décréterait les travaux et disposerait du financement requis pour leur exécution;

Considérant l'entrée en vigueur, le 3 avril 2020 du Règlement no. 304-2020 décrétant des travaux pour la construction d'une usine d'eau potable, ledit Règlement ayant été approuvé par le ministère des Affaires municipales pour un montant maximal de 4 896 000 \$;

En conséquence, il est proposé par Mme Sonia Tremblay, appuyé par Mme Ginette Camiré et résolu à l'unanimité :

Que Tetra Tech QI Inc. soit autorisée à réaliser les travaux relatifs aux items 7 à 12 (tels qu'identifiés à l'offre de prix) (Annexe 4 aux documents d'appel d'offres), conformément aux documents d'appel d'offres et à l'offre de prix. Quant à l'item 13 (réserve budgétaire pour activités optionnelles), ces activités pourront être exécutées, conformément aux conditions prévues aux documents d'appel d'offres, sur demande de la Municipalité;

Qu'une copie de la présente résolution soit transmise à Tetra Tech QI Inc.;

Que les montants utiles à cette dépense soient puisés à même les sommes prévues au règlement d'emprunt no. 304-2020.

66-04-2020

OCTROI D'UN CONTRAT POUR LE CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX POUR LA CONSTRUCTION DE L'USINE DE TRAITEMENT DE L'EAU POTABLE :

Considérant le processus d'appel d'offres initié par la Municipalité pour l'octroi d'un contrat pour le contrôle qualitatif des matériaux pour la construction d'une usine de traitement de l'eau potable;

Considérant que les soumissions devaient être déposées au plus tard le 31 janvier 2020 à 10h00;

Considérant les soumissions reçues :

Englobe Corp.	21 500.00 \$ plus les taxes
Laboratoires d'Expertises de Québec	21 642.50 \$ plus les taxes

Considérant la lettre en date du 12 mars 2020 provenant du Ministère des affaires municipales et de l'Habitation confirmant que le projet de mise aux normes des installations de production de l'eau potable est admissible à une aide financière dans le cadre du sous-volet 1.2 du Programme d'infrastructures municipales d'eau;

Considérant l'entrée en vigueur, le 2 mars 2020 du règlement no. 304-2020 décrétant des travaux pour la construction d'une usine d'eau potable, ledit Règlement ayant été approuvé le 3 avril 2020 par le ministère des Affaires municipales pour un montant maximal de 4 896 000 \$ et qu'un avis de promulgation a été publié le 6 avril 2020;

En conséquence, il est proposé par M. Jocelyn Gagné, appuyé par Mme Sonia Tremblay et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal accorde le contrat pour le contrôle qualitatif des matériaux pour la construction de l'usine de traitement de l'eau potable à Englobe Corp., au prix de 21 500.00 \$ plus les taxes, conformément aux documents d'appels d'offres.

Que les montants utiles à cette dépense soient puisés à même les sommes prévues au règlement d'emprunt no. 304-2020.

67-04-2020

MANDAT À GROUPE ABS POUR LE CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX POUR LES TRAVAUX DE LA ROUTE VIGER, ROUTE BLAIS ET UNE PARTIE DE LA ROUTE LAVERDIÈRE :

Il est proposé par M. Jacques Lirette,
Appuyé par Mme Ginette Camiré,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal mandate Groupe ABS pour effectuer le contrôle qualitatif des matériaux pour les travaux de la Route Viger, Route Blais et une partie de la Route Laverdière, le tout en conformité avec l'offre de services en date du 3 avril 2020.

68-04-2020

SIGNATURE D'UNE TRANSACTION AVEC P.E. PAGEAU INC. POUR LES TRAVAUX DE LA ROUTE VIGER, ROUTE BLAIS ET UNE PARTIE DE LA ROUTE LAVERDIÈRE :

Il est proposé par M. Jocelyn Gagné,
Appuyé par M. Raymond St-Onge,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal autorise la signature d'une transaction avec P.E. Pageau Inc. pour les travaux de la Route Viger, Route Blais et une partie de la route Laverdière.

Que M. André Gagnon, maire et/ou Marie-Eve Parent, directrice générale et secrétaire-trésorière, soient autorisés à signer ladite transaction à intervenir avec P.E. Pageau Inc.

69-04-2020

APPLICATION D'UNE COUCHE DE PAVAGE À LA RUE DES ENTREPRISES :

Il est proposé par M. Francis Gagné,
Appuyé par M. Jocelyn Gagné,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal octroi à P.E. Pageau Inc. le contrat pour l'application d'une couche de pavage à la rue des Entreprises.

70-04-2020

ADOPTION DU RÈGLEMENT NO. 307-2020 AUTORISANT UN SURVEILLANT À CIRCULER À BORD D'UN VÉHICULE ROUTIER LORS DES OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT AVEC UNE SOUFFLEUSE À NEIGE D'UNE MASSE NETTE DE PLUS DE 900 KG :

Considérant que sous réserve d'un règlement adopté par une municipalité, nul ne peut, dans les milieux résidentiels où la vitesse permise est de 50 km/h ou moins, procéder à des opérations de déneigement d'un chemin public avec une souffleuse à neige d'une masse nette de 900 kg sans la présence d'un surveillant circulant à pied devant celle-ci;

Considérant qu'une municipalité peut, par règlement autoriser, sur tout ou partie d'un chemin dont l'entretien est à sa charge, le surveillant devant une souffleuse à neige à circuler à bord d'un véhicule routier;

Considérant que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance extraordinaire du conseil municipal tenue le 18 mars 2020 et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance;

Considérant qu'une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

En conséquence, il est proposé par M. Jacques Lirette, appuyé par Mme Sonia Tremblay et résolu à l'unanimité :

D'adopter le règlement portant le no. 307-2020, tel que ce règlement a été soumis à ce conseil pour adoption ce 6 avril 2020, lequel est signé et daté par le maire et la directrice générale et secrétaire-trésorière et inséré au livre des règlements de la municipalité.

71-04-2020

VENTE DE L'AUTOPOMPE-CITERNE AVEC RÉSERVOIR DU SERVICE INCENDIE :

Il est proposé par M. Francis Gagné,
Appuyé par M. Jocelyn Gagné,
Et résolu à l'unanimité :

Que le conseil municipal autorise la vente de l'autopompe-citerne de l'année 1981 du service incendie pour un montant de 3 000 \$ plus les taxes.

72-04-2020

CLÔTURE DE LA SÉANCE :

Proposé par M. Francis Gagné,
Appuyé par M. Raymond St-Onge,
Et résolu que la séance ordinaire de ce conseil soit levée à
20 h 45.

_____
André Gagnon, maire

_____
Marie-Eve Parent, directrice générale
et secrétaire-trésorière

Je, André Gagnon, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

_____
André Gagnon, maire

Je, soussignée, Marie-Eve Parent, directrice générale et secrétaire-trésorière de la Municipalité de Saint-Bernard, certifie et déclare que l'argent pour les dépenses autorisées et acceptées lors cette séance ordinaire est disponible.

_____
Marie-Eve Parent, directrice générale
et secrétaire-trésorière